

Martine Vassal : "Une attention particulière au pays d'Arles"

La présidente du Conseil départemental présente son bilan de mi-mandat ce soir à Tarascon

Dix réunions publiques sont prévues à travers le département pour dresser le bilan de son action à mi-mandat. Aujourd'hui, Martine Vassal, la présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, s'arrête dans le pays d'Arles avec trois étapes cet après-midi : d'abord à 14 heures Eygalières, pour notamment l'inauguration de la Maison des consuls, un équipement culturel pour lequel la collectivité a apporté une subvention de 378 000 € ; à Châteaurenard ensuite pour évoquer le projet de Min et l'inauguration de la zone d'activités de la Chaffine II ; et enfin à Tarascon, à 18 h 30, au Panoramique, pour une réunion publique de présentation du bilan de sa majorité que la présidente a accepté d'évoquer pour *La Provence*.

Vous venez présenter votre bilan de mi-mandat dans le pays d'Arles. Trois ans après votre élection, comment jugez-vous l'action qui a été menée ?

C'est la première fois qu'un conseiller départemental est élu pour six ans. Auparavant, c'était par tranches de trois ans. Les bilans se faisaient naturellement par le renouvellement de la moitié des conseillers généraux de l'époque. Là, lorsque j'ai demandé à mes services de faire un point sur ce qui avait été fait, je me suis aperçue que nous avions entrepris en trois ans 98 % des propositions que nous avons formulées durant l'élection, avec les états généraux de Provence en juin dernier qui avaient étayé toutes ces propositions sur lesquelles nous avions été élus. Il m'a semblé logique de rendre compte à la population de ce que nous avons fait. Nous avons sorti un numéro spécial d'*Accents*, avec les actions les plus fortes par territoires, et nous avons décidé de programmer dix réunions publiques. La septième se tiendra à Tarascon.

Le pays d'Arles est un territoire un peu particulier dans le département, avec une dominante rurale. Le sentiment d'être un peu délaissé par Marseille existe parfois...

Le pays d'Arles est un territoire que j'aime beaucoup, j'y viens souvent. J'y prête une attention particulière puisque ce sont près de 90 millions d'euros que nous avons investis au niveau de l'aide aux communes (*). Il y a aussi des projets structurants comme le Min de Provence à Châteaurenard, où nous investissons 28 M€, et le soutien aux filières agricoles qui étaient en grande difficulté. On a aus-



Martine Vassal, présidente du Conseil départemental, passera sa journée à Eygalières, Châteaurenard et Tarascon. / PHOTO F. SPEICH

si sorti un dossier qui était au fin fond des tiroirs, celui de la réhabilitation du Museon Arlaten, avec un financement de 22,5 M€. 36 M€ ont aussi été mobilisés pour la fibre et le numérique. Quatrième sujet emblématique, c'est la LEO. J'avais obtenu du précédent préfet que la totalité des tranches soient faites. Là, on nous dit que le gouvernement reviendrait en arrière. Mais il n'est pas question d'envoyer les camions sur les routes départementales dans le nord du 13. Il faut que l'État tienne son engagement. Sur le pays d'Arles, j'ai vraiment ressorti des dossiers oubliés. Et c'est le territoire où nous avons fait pratiquement le plus. Il y avait certes des jolies routes départementales, mais il avait été oublié sur pas mal de choses comme le développement économique, de l'attractivité, du développement de la partie fluviale qui, si cela se fait correctement, va faire arriver un nombre de touristes assez impressionnant sur tout le Rhône prochainement. De mon côté, j'ai des retours favorables des personnes que je rencontre.

Y compris à Arles, où l'aide aux communes est peut-être moindre que dans d'autres villes voisines ?

C'est normal qu'un maire demande toujours beaucoup plus que ce qu'il peut faire. Mais tout se décide en fonction des projets. Arles a reçu 7,5 M€ sur 2015, 2016 et 2017. C'est énorme. Par rapport au pays d'Arles, Saint-Martin-de-Crau a obtenu 8,7 M€, mais c'est une des communes qui a le plus. Il n'y a pas de souci avec Arles. Je ne fais jamais de distinguo, quelle que soit l'origine politique du maire qui est en place.

Au niveau des projets structurants à Arles, vous citez la réhabilitation du Museon Arlaten. Or, il semblerait que le chantier ait pris quelques mois de retard. L'objectif d'une réouverture en 2019 est-il toujours tenable ?

On est en train de prendre du retard, la DRAC nous sort des tas de travaux complémentaires à faire et mes services me disent qu'elle a des exigences assez importantes. Je viendrai voir sur place. Mais quand on met 22,5 M€ et qu'on nous demande de rajouter une boisserie à un endroit, il faut peut-être que l'on avance un peu plus vite. On savait très bien que 2018, ça allait être compliqué. Mais en ce qui me concerne, je comptais bien que le Museon rouvre en 2019.

Le Conseil départemental a également relancé le projet de pont à Salin-de-Giraud à la place du bac. Où en est-on ?

Je crois que c'est une Arlésienne comme on dit. Une enquête préalable est ouverte et j'ai demandé l'avis des communes environnantes. Ce n'est pas pour demain matin, on est dans l'élaboration. L'idée est de faire un pont qui soit gratuit pour la population, payant pour ceux qui n'habitent pas sur place et surtout interdit aux camions. Si tout le monde est d'accord, on ira dans ce sens. Au niveau technique, mes services me disent qu'un pont au niveau du bac, ou à proximité, est réalisable. J'ai demandé une étude de concertation auprès de la population pour voir s'il y a vraiment un besoin car c'est quand même un investissement important. Avec tout ça, on ne peut pas dire que le nord du département a été oublié, au contraire. Je ferai d'ailleurs des annonces aujourd'hui, sur d'autres projets que nous allons soutenir.

Recueilli par Christophe VIAL

(*) 140 M€ ont été investis en trois ans par le Département sur le pays d'Arles, en cumulant l'aide aux communes, le MIN, le Museon Arlaten plus les aides aux trois intercos du territoire.

L'AVENIR INSTITUTIONNEL DU PAYS D'ARLES

"Je ne suis pas contre un Département métropolitain"

Que pensez-vous de la démarche engagée par les trois intercommunalités du pays d'Arles, prêtes à fusionner pour récupérer les compétences départementales en cas de disparition de celui-ci, pour ne pas entrer dans la Métropole Aix-Marseille ?

J'étais favorable au Pôle d'équilibre territorial et rural (qui fédère déjà les trois intercos du pays d'Arles, Ndlr). Ils ont une identité globale. Mais moi, ce que j'aimerais, c'est avoir les intentions du gouvernement. Car aujourd'hui, ce n'est pas très clair. On est dans une espèce de flou artistique entre la position du président de la République, qui souhaite la fusion, la position du gouvernement au travers de Christophe Castaner qui dit que les 29 communes du pays d'Arles doivent être à l'inté-

rieur de la Métropole et une confusion dans le positionnement des élus macronistes du département, notamment la députée d'Arles rejointe par deux autres députés. On voit au bout d'un an que Macron, c'est comme Hollande. Il y a des frondeurs chez lui aussi.

Une chose est claire cependant, le Département risque bien de disparaître...

Moi je fais un constat. L'institution départementale donne satisfaction. C'est pour ça que j'ai proposé de mettre le siège de la Métropole au Département. Si on fait un Département métropolitain, je ne suis pas contre. Comme ça, on donne satisfaction à l'ensemble. On garde le Département tel qu'il est et on rajoute les compétences métropolitaines. Parce qu'aujourd'hui, je suis

embêtée par ce flou artistique. Ce qui est sûr, c'est que dans la composition intellectuelle de la future institution, je souhaite que cela fonctionne aussi bien que maintenant, qu'il n'y ait pas d'augmentation d'impôts et qu'il y ait autant de fluidité que ce que nous avons entre département et communes aujourd'hui. Pourquoi sacrifier quelque chose qui marche ? C'est la question que je pose. On ne sait pas où on va. Moi, je ne veux pas aller dans l'inefficacité. S'il n'y avait pas le Département, 90 % des projets ne se feraient pas. Alors je comprends la position des présidents des trois territoires qui, eux, se disent "on va se regrouper pour être plus forts face à ce que l'on va nous proposer". Mais je ne comprends pas que les députés macronistes soient contre le gouvernement.

Pour vous, un pays d'Arles indépendant à côté de la Métropole serait viable ?

Je ne sais pas, je n'ai pas fait d'étude là-dessus. C'est le gouvernement qui décidera. Mais surtout, il faut être très attentif aux problématiques d'efficacité et d'augmentation des impôts. Je comprends que les élus et les habitants du pays d'Arles soient inquiets parce qu'on ne sait pas où on va. C'est pour ça que je propose plus de clarté et d'efficacité. Et en parallèle, je souhaite proposer un département métropolitain. Puisque ça marche, pourquoi essayer d'inventer un autre système qui pourrait mettre en danger notre cohésion territoriale, notre cohésion sociale, notre cohésion économique ?